

Cellule Carrière/Mines/Après-mine/Eolien
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Arrêté Préfectoral complémentaire N° DREAL-2026-011 du 20 MARS 2026

Modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de sables située sur le territoire de la commune de Tresques au lieu-dit «Devois de l'Estang»

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 181-14, R 181-45L.171-8, R 516-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009 autorisant la société SABLEX à exploiter une carrière de sables sur la commune de Tresques au lieu-dit «Devois de l'Estang» ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-01-98 du 20 janvier 2020 concernant les modifications des conditions d'exploitation de la carrière de sables siliceux exploitée par la société SABLEX sur le territoire de la commune de Tresques au lieu-dit « Devois de l'Estang » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 13 janvier 2025 faisant suite à la visite du 12 décembre 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-011-DREAL du 06 février 2025 ;

Vu le porter à connaissance reçu le 06 janvier 2026, faisant suite à la mise en demeure du 6 février 2025 et relatif à la mise à jour des plans de phasage et des garanties financières de la carrière de Tresques exploitée par SABLEX ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant au projet d'arrêté préfectoral complémentaire envoyé par courrier recommandé et réceptionné le 26 février 2026 par l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 12 février 2024, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect des plans de phasage figurant en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 janvier 2020 ;

Considérant que la mise en demeure notifiée par l'arrêté du 6 février 2025 imposait à l'exploitant de se mettre en conformité avec le phasage prévu ou de porter à la connaissance de l'inspection l'actualisation des plans de réaménagement et du plan d'exploitation avec les zones en cours

d'exploitation et celles définitivement remises en état ainsi que la mise à jour des garanties financières et des plans de phasage idoines ;

Considérant que l'exploitant a déposé le 6 janvier 2026 un porter à connaissance sollicitant la modification du phasage de son exploitation et que le plan de réaménagement final figurant en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire précité, sera respecté et ne sera pas modifié ;

Considérant que l'exploitant a indiqué ne pas pouvoir respecter les échéances fixées dans l'arrêté et que les travaux de remise en état prévus sur les secteurs d'exploitation en 2029 au Sud et en 2034 au Nord ne pourront être réalisés ;

Considérant que les zones de stockage des stériles et le bassin de boues issus de la station de recyclage des eaux de process seront, pour les besoins de l'exploitation, actifs jusqu'à l'échéance de l'autorisation en 2039 ;

Considérant que les surfaces S1, zones des infrastructures et S3, fronts d'exploitation ont été mis à jour sur l'ensemble des plans et que les garanties financières ont été calculées afin de fixer des montants en cohérence avec le réaménagement n'intervenant qu'en dernière phase quinquennale ;

Considérant que la phase quinquennale n°4 a débuté au 1^{er} décembre 2024, et que la modification du phasage intervient durant cette période, nécessitant de fait un nouveau calcul des garanties financières au 1^{er} décembre 2025 ;

Considérant que ces modifications n'apparaissent pas substantielles compte tenu du fait qu'elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3, qu'elles ne modifient pas les caractéristiques de l'exploitation mentionnées dans l'arrêté d'autorisation susvisé à l'exception de la modification du plan de phasage et des garanties financières ;

Considérant qu'il convient de modifier les prescriptions des articles 1.10.2.2 et 8.4 de l'arrêté préfectoral n°09-136N du 30 novembre 2009 ;

L'exploitant entendu

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1 : Phasage de réhabilitation du site

Le développement dans le temps des travaux dans le temps est fixé selon les plans de remise en état annexés au présent arrêté.

Article 2 : Garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2009 et notamment pour la rubrique suivante : 2510.

Situation	Montant (€)
Phase quinquennale n°4 en cours (2025 au 2029)	544 955 €
Phase quinquennale n°5 (2029-2034)	544 955 €
Phase quinquennale n°6 (2034-2039)	547 019 €

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 130,7 (septembre 2025, parution au JO le 15/11/2025).

Les plans des garanties financières correspondant aux phases mentionnées ci-dessus sont joints en annexe.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'original de l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la quatrième phase ci-dessus dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté (copie à Monsieur le Préfet du Gard).

Article 3: Délais et voies de recours- Publicité – Notification et exécution

Article 3.1 Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr;

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3.2 Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

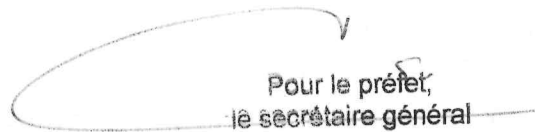
Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 3.3 Notification et exécution

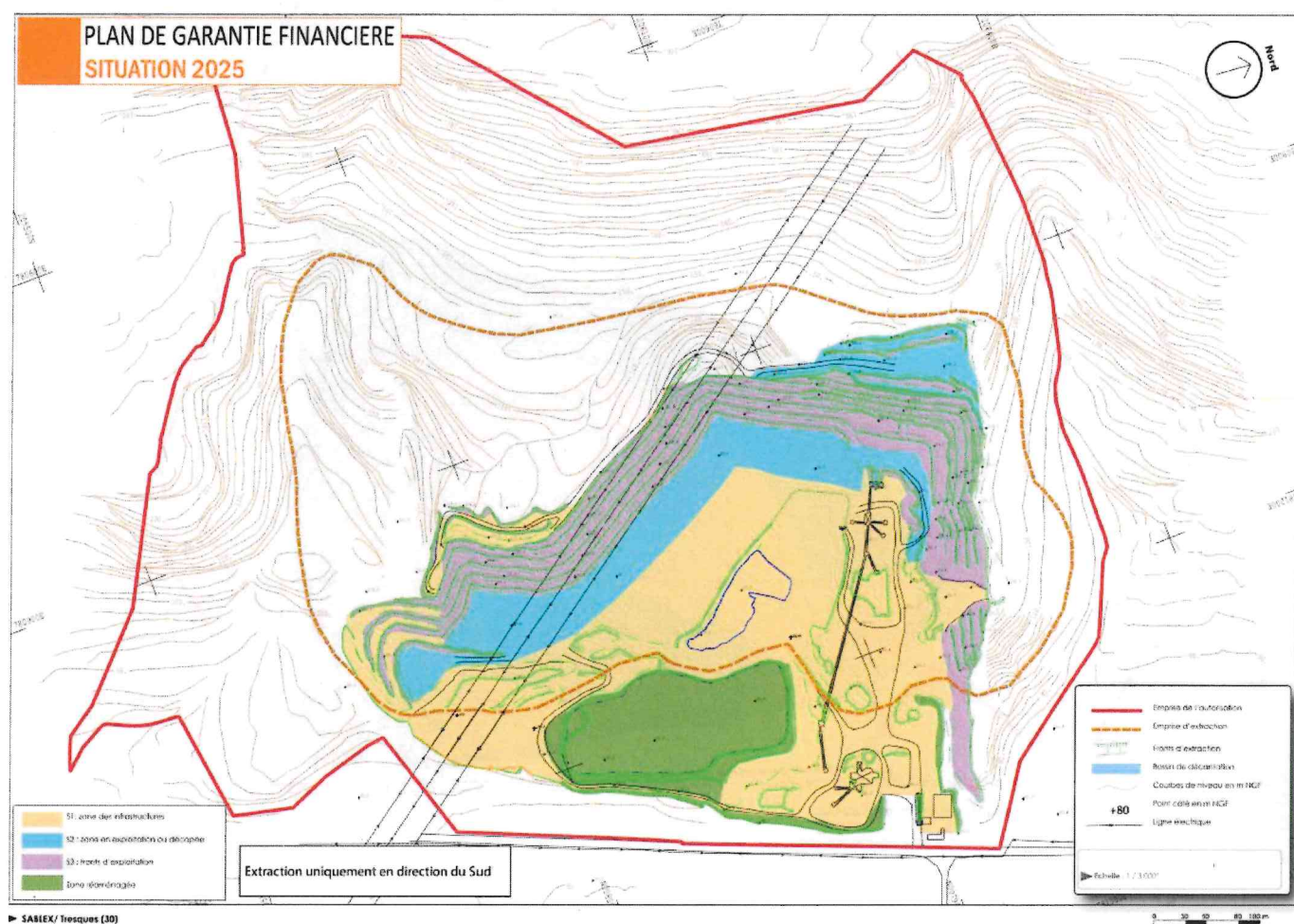
Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,
la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,
le Maire de la commune de Tresques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société Sablex.

Fait à NÎMES,
Le Préfet

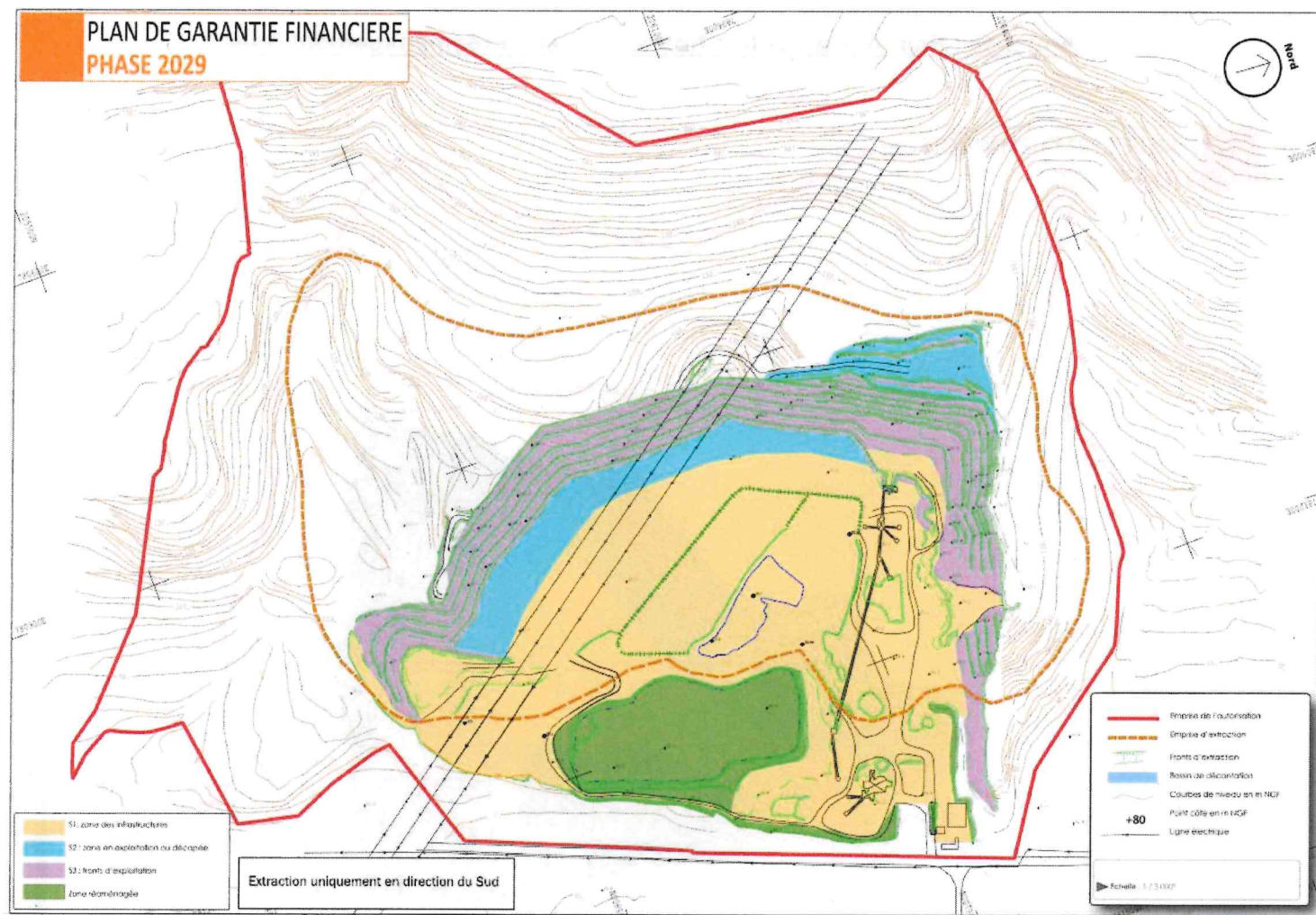

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD

Annexes : Plan des garanties financières et de réaménagement final

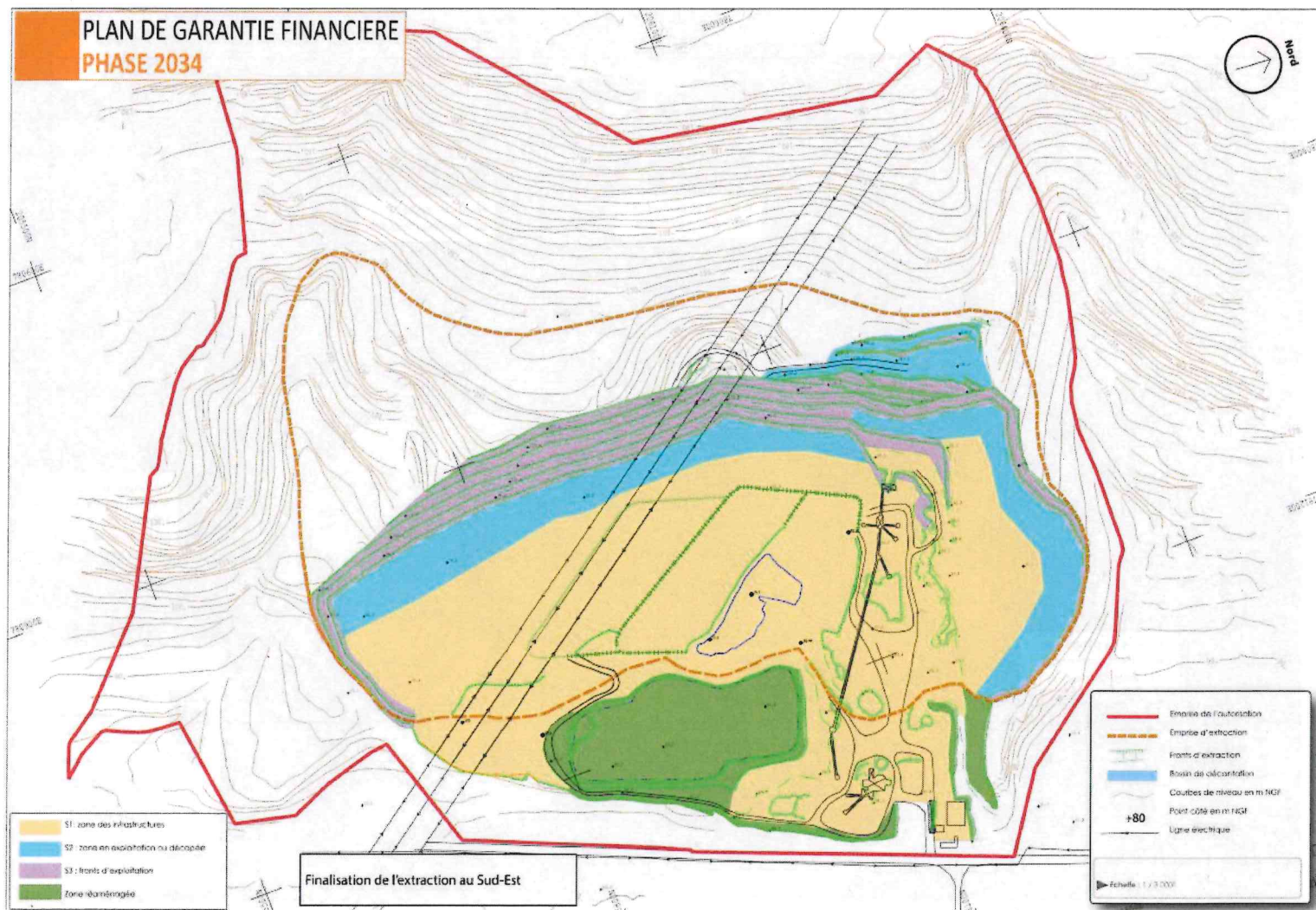


PLAN DE GARANTIE FINANCIERE PHASE 2029



Extraction uniquement en direction du Sud

PLAN DE GARANTIE FINANCIERE PHASE 2034



Finalisation de l'extraction au Sud-Est

PLAN D'ÉTAT FINAL RÉAMÉNAGÉ (2039)

